

## Daniel et Siniavski

Le 11 mars, au Cercle Karl-Marx, Maurice Nadeau, directeur des *Lettres Nouvelles*, Jean Schuster, du groupe surréaliste, et notre camarade Michel Lequenne ont parlé du sens du procès Daniel et Siniavski. Jean-François Revel, malade, s'était fait excuser.

Prenant la parole le premier, Michel Lequenne situa le procès dans l'évolution de l'U.R.S.S. par rapport aux procès de Moscou dont celui des deux écrivains célèbre sinistrement le trentième anniversaire, et par rapport aussi au XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. dont il était presque jour pour jour le dixième anniversaire. Procès du déclin du stalinisme, le procès Daniel et Siniavski marque les limites de la déstalinisation et par-là même sa nature. Il prouve qu'il n'y a pas d'autoréforme à attendre de la bureaucratie et que la révolution politique est inéluctable. Mais pourquoi un tel procès précisément à des écrivains ? Parce que les bureaucrates savent que la révolte littéraire fuse au point de plus faible de leur système d'oppression et que, comme l'écrit un poète russe clandestin :

*Non ce n'est pas à nous de lever le pistolet !*

*Mais aux grandes dates de l'histoire L'époque crée des poètes*

*Et ces poètes créent des soldats.*

Maurice Nadeau, quant à lui, analyse les pièces à conviction du procès, à savoir les œuvres clandestines de Siniavski et de Daniel (respectivement signées Abraham Tertz et N. Arjak) qu'il cite abondamment. Il révèle ainsi que ces œuvres ne sont pas « antisoviétiques » mais qu'en revanche elles démythifient la société bureaucratique et le dogmatisme stalinien qu'elles mettent impitoyablement à nu dans des récits qui allient le fantastique et un humour féroce. Pour Maurice Nadeau, la police politique russe, et par conséquent les hommes du pouvoir ne pouvaient ignorer l'activité littéraire clandestine des deux écrivains qui, pour Siniavski surtout, n'est pas récente, ce qui revient à dire que les œuvres ne sont que le prétexte du procès. Daniel et Siniavski ont été condamnés pour l'exemple, pour tenter de tuer dans l'œuf la nouvelle opposition qui grandit dans la jeunesse soviétique (surtout parmi son intelligentsia), sans souci des conséquences extérieures, qui importent bien moins aux bureaucrates que les menaces recélées dans la fronde littéraire.

Jean Schuster prévint d'emblée l'auditoire qu'il parlerait surtout d'Aragon. C'est en effet au travers du « cas Aragon » qu'il a abordé l'analyse du comportement du Parti communiste français devant le procès qui venait troubler sa délicate nouvelle stratégie. Le démonstration qu'il fit du caractère purement opportuniste de cette prise de position, que libéraux et « fédérés » de tout poils feignent de prendre pour l'or pur d'une âme bouleversée, fut préemptoire. Sa méthode, très efficace, procédait par rapprochement de textes : écrits de la plus odieuse lâcheté datant de l'époque des procès de Moscou (dont un auditeur demanda la publication, déclarant que, s'il n'était pas venu ce soir-là, il aurait été dupe des palinodies d'Aragon \*), et fausses confidences de *la Mise à Mort*, projetant sur le passé un Aragon imaginaire, intrépide antistalinien.

La discussion se déroula sur deux plans : reprise du problème de la liberté d'expression dans un Etat ouvrier, déjà abordée l'an passé au cours du débat sur *Littérature et Révolution*. Les réponses insistèrent sur le fait que la revendication de « toute licence en art », dans les conditions de l'égalité matérielle la plus large possible devant les moyens d'expression, ne peut être nuisible à un pouvoir authentiquement révolutionnaire à qui la critique — même de courants sociaux hostiles — sert d'instrument de mesure et de garde-fou.

Mais la préoccupation dominante des assistants était évidemment le souci des moyens permettant d'arracher Daniel et Siniavski à leur camp de concentration. Une action, telle celle qui permit, dans des conditions en quelque mesure semblable, de tirer Victor Sergo de Sibérie, fut évoquée. Nous pouvons annoncer que, depuis la réunion du Cercle, une telle action faisant appel aux artistes, écrivains et intellectuels du monde entier est engagée.

M. DERVAL.

\* Nos amis surréalistes publieront ces textes dans leur revue la *Brèche*.

## U. R. S. S.

Le XXIII<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste

Le XXIII<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S. commencera ses travaux dans quelques jours. Ce n'est pas le congrès d'une organisation démocratique. Mais, comme ce fut le cas depuis le XX<sup>e</sup> Congrès, tenu il y a dix ans, les problèmes de la société soviétique sont d'une telle taille que, même dans une assemblée aussi nombreuse (cinq mille personnes au moins) soigneusement dirigée et contrôlée, ils ne peuvent pas ne pas trouver un reflet. Peut-être y aura-t-il, comme au XX<sup>e</sup> Congrès, des séances à huis clos.

Que discutera le Congrès ? D'après les informations plus ou moins officielles, il y aura un débat sur l'état de l'économie et le prochain plan quinquennal. On peut aussi s'attendre à des déclarations relatives au différend sino-soviétique étant donné que la direction soviétique a fait circuler une lettre sur ce point. Enfin, il est probable qu'il sera question, sous une forme que l'on ne peut encore prévoir, de la situation politique proprement dite dans le pays. Les rumeurs relatives à une sorte de « réhabilitation » ou de réévaluation du rôle de Staline et les manifestations qu'elles ont suscitées en sont un indice.

La décision du XXII<sup>e</sup> Congrès d'élever un monument aux victimes de Staline est tombée dans l'oubli.

\*\*\*

Des correspondants de la presse bourgeoise ont d'une certaine manière confirmé ce que nous avons publié dans notre numéro précédent (1), à savoir qu'on assiste au début d'une période où se dessinent des courants, tant sur la droite que sur la gauche, qui s'efforcent de trouver des réponses au vide politique et idéologique engendré depuis la mort de Staline par les directions passées, par Khrouchtchev d'abord, avec son marxisme au goulash, par Brejnev et Kossyguine ensuite qui abordent toutes les questions en purs technocrates. Ces bureaucrates, ces technocrates, effrayés par le renouveau, si faible soit-il, dans la recherche idéologique et politique, songent à recourir à un renforcement des méthodes policières ; il ne s'agit évidemment pas d'un « retour à Staline », qui provoquerait des explosions, mais d'un renforcement des structures. Un avertissement a été donné à l'intelligentsia sous la forme des sentences infligées à Siniavski et Daniel. On vient d'apprendre que certains écrivains connus comme modernistes et libéraux ne seront pas présents au congrès, tandis que s'y trouveront les tenants du jdanovisme, ce qui confirmerait aussi la volonté de la direction d'être plus autoritaire.

Depuis la mort de Staline, on a vu déjà à plusieurs reprises des alternances de libéralisme et de rigorisme envers l'intelligentsia. Un retour à un jdanovisme est pratiquement impossible. Mais il est possible que l'on aborde une étape nouvelle, différente des dix années qui nous séparent du rapport Khrouchtchev, années qui ont été marquées par un climat réformiste, de pression sur les autorités. Verra-t-on, comme paraît le craindre la direction, des phénomènes de politisation où le pouvoir sera contesté ? Aucun pays, et surtout pas un pays comme l'Union soviétique, ne

peut vivre longtemps sur le vide idéologique et politique qui y sévit actuellement.

\*\*\*

A vrai dire, on a l'impression que le conflit sino-soviétique a été saisi par les dirigeants du Kremlin comme une occasion pour donner une apparence de vie politique.

Que montrent la lettre du P.C.U.S. et la note des Chinois refusant d'assister au XXIII<sup>e</sup> Congrès ?

Les deux textes n'apportent rien de nouveau et sont même plus pauvres que les documents qui furent écrits en 1963 et 1964 lorsque la controverse battait son plein. Chacun de ces textes accuse l'autre partie de « révisionnisme », de « fractionnisme », de « chauvinisme de grande puissance ». Tandis que le texte de Moscou accuse les Chinois de vouloir provoquer une guerre entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, le texte de Pékin accuse les Soviétiques de s'entendre avec les Américains pour la domination mondiale. Toutefois, notons que les Chinois déclarent qu'ils seraient aux côtés de l'U.R.S.S. en cas de guerre avec les impérialistes mais que les dirigeants du Kremlin n'ont pas jugé bon de dire que la réciprocité serait vraie. Les Chinois continuent de défendre Staline. Les Soviétiques sont silencieux sur ce point, mais reprochent aux Chinois de vouloir provoquer « un conflit entre les différents groupes sociaux du peuple soviétique », de vouloir dresser celui-ci contre le Comité central du P.C.U.S. et le gouvernement soviétique.

Le texte du Kremlin fait grand état de l'aide soviétique fournie au Vietnam et du refus d'une unité d'action contre l'agression américaine de la part des Chinois. Ceux-ci se montrent très embarrassés sur ce point, se bornant à dire que cette unité d'action pour le Vietnam est un « piège » de la part des Soviétiques.

Dans les deux textes, il y a de chaque côté pas mal de demi-vérités, mais elles sont dans un contexte qui défigure la réalité de telle manière qu'il est impossible aux militants qui n'auraient d'autre source d'information que ces textes mêmes de s'y retrouver et de s'orienter. En fait, les deux documents marquent une régression des débats idéologiques et une tendance à donner un caractère plus accusé aux conflits entre Etats.

Tel a été le sort du différend sino-soviétique du fait qu'il est resté surtout entre les mains d'appareils bureaucratiques. Mais les problèmes qui sont à son origine n'ont pas disparu pour autant. Ils ont obligé, pendant un temps, bureaucrates soviétiques et chinois à mener un certain débat politique, ils ne manqueront pas de ressurgir dans les partis communistes et dans les Etats ouvriers, et d'exiger les réponses politiques que les directions sont incapables de donner.

P. FRANK.

27 mars 1966.

(1) Voir la *Quatrième Internationale*, n° 5, de mars 1966.

## ERRATUM

Une coupure dans le compte rendu du Cercle Karl-Marx, dans notre dernier numéro, a défiguré une phrase concernant les quelques partisans péruviens de Pablo dirigés par I. Frias, phrase qu'il faut rétablir ainsi : [ils] ont renié le trotskysme (représenté au Pérou par

le parti d'Hugo Blanco, qui, malgré une dure répression, continue la lutte sous notre drapeau) et ont proclamé publiquement leur rupture avec la IV<sup>e</sup> Internationale avant et afin d'entrer dans le M.I.R.

## Le phénix de la révolution

D'un correspondant en Union soviétique, nous avons reçu les informations suivantes :

Il a été récemment question d'un procès contre un groupe d'opposants découvert à Leningrad, accusés d'avoir publié clandestinement une revue hostile au régime. Cette revue avait un titre se réclamant de la vieille tradition révolutionnaire russe *Kolokol* (la Cloche). Ses animateurs avaient une position assez claire d'opposants de gauche à orientation marxiste. Trois numéros de la revue avaient paru, avec un tirage relativement important d'environ mille exemplaires. La revue avait pour but déclaré d'œuvrer au renouveau révolutionnaire du pays.

Le groupe qui se trouvait autour de la publication clandestine était composé de deux à trois cents personnes, pour la plupart des chimistes ou des étudiants en chimie. Il est intéressant de souligner que les dirigeants du groupe avaient des fonctions dirigeantes dans le Komsomol et que leur activité critique avait commencé sur la base d'un cercle d'études sensiblement plus restreint qui s'appelait « cercle des Communistes » et qui étudiait l'Etat et la révolution de Lénine.

L'organisation née à Leningrad s'était élargie à d'autres villes, dont Ivanovo-Vosnessensk, Omsk, Novosibirsk... C'est la première fois depuis plusieurs décennies qu'apparaît en URSS une organisation oppositionnelle étendue à différentes villes, ce

UN EX  
Ceux qui luttent contre  
réclament la libération

Nous avons signalé depuis plusieurs numéros de notre journal les événements qui s'étaient passés en Pologne. Des militants socialistes et le trotskyste Ludwig Haas ont été condamnés à de lourdes peines de prison.

Tout récemment, à Berkeley (Californie, U.S.A.), centre du mouvement de protestation et de lutte contre la guerre du Vietnam, s'est créé un comité pour la libération des emprisonnés politiques polonais, composé de cent étudiants appartenant aux organisations telles que le Viet-Nam Day Committee. Des professeurs de l'université se sont joints à ce comité, ainsi que des membres du Parti communiste américain.

Nous reproduisons ci-dessous l'appel et la lettre envoyée au gouvernement polonais pour la libération des emprisonnés politiques.

PROTESTATION  
CONTRE L'EMPRISONNEMENT  
DE SOCIALISTES POLONAIS

Il y a un an, douze personnes étaient arrêtées à Varsovie par le gouvernement polonais, sous le coup d'une loi qui poursuit ceux « qui préparent dans un but de distribution », de la littérature qui « contient des informations fausses qui portent essentiellement préjudice à l'Etat polonais ». Le « crime » de ces Polonais consistait en une brochure de 128 pages qui attaquait le régime polonais, caractérisé comme « une dictature bureaucratique », et préconisait un système de « démocratie ouvrière fondée sur des conseils ouvriers ».

Deux accusés furent condamnés en juillet 1965 à trois ans et trois ans et demi de prison. Lors de leur procès, une manifestation de protestation se produisit quand le public assistant à l'audience se joignit aux accusés pour chanter l'Internationale. Le second procès, en janvier 1966, fut tenu à huis clos. Trois des accusés restant furent condamnés à trois ans de prison. Les accusés de ces procès furent amenés au tribunal les menottes aux mains ; c'est la première fois depuis près de dix ans que des prisonniers politiques polonais ont été traités de la même manière que des criminels.